Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/La-loi-Woerth-est-une-escroquerie

La loi Woerth est une escroquerie. Elle doit être abrogée !

- Vie politique - Luttes et résistances -

Date de mise en ligne : mercredi 22 septembre 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

texte du tract diffusé dans la manifestation du 23 Septembre pour les retraites
<a href="sites/levenissian.fr/IMG/pdf/retraite_23_septembre.pdf" title='PDF - 722.9 ko' type="application/pdf">



Le patronat et ses hommes de main, la droite au pouvoir, sont aux abois. La mobilisation contre la loi chargée de casser les retraites par répartition s'élargit. Il faut dire que malgré toutes les tentatives de division, jeunes contre retraités, fonctionnaires contre salariés du privé, français contre immigrés, actifs contre chômeurs, et malgré l'intense désinformation sur les objectifs de cette guerre contre les retraites, les travailleurs ont montré le 7 septembre dernier une mobilisation sans précédent.

Le pouvoir tente de passer en force

Devant le rejet populaire, les députés UMP ont voté le projet de loi en abrégeant au maximum les débats. En effet, il reste un peu moins de 2 ans au gouvernement pour finir son sale boulot : détruire le système social hérité de la Libération. Il veut faire de la fin de la retraite à 60 ans une défaite historique des travailleurs et faire régner la loi de fer du capitalisme. Depuis des décennies, ce serait la première fois que la durée de vie au travail serait officiellement rallongée, alors que la productivité a augmenté de manière considérable et que l'on peut satisfaire les besoins avec beaucoup moins d'heures travaillées. Mais dans sa hâte, le pouvoir montre une certaine fébrilité. Il sent que le peuple de France peut au contraire infliger un coup d'arrêt à sa politique de régression, de recul de civilisation.

Faire abroger la loi, c'est possible !

Rien n'est perdu. Tout va dépendre de l'amplification de nos luttes et du rassemblement populaire. Souvenons nous du CPE pourtant voté par l'assemblée nationale et qui a dû être ensuite abandonné face à la déferlante populaire. La participation massive des lycéens, des étudiants, des jeunes des cités avait fait basculer le rapport des forces et avait conduit à la capitulation du

Copyright © Le Vénissian

pouvoir. C'est donc en élargissant le mouvement et en intensifiant nos actions que nous pourrons y arriver. Souvenons-nous de la mobilisation de 1995, de la paralysie du pays et du "Tous ensembles" devenu une référence, qui ont permis de faire passer à la trappe la réforme Juppé sur les retraites.

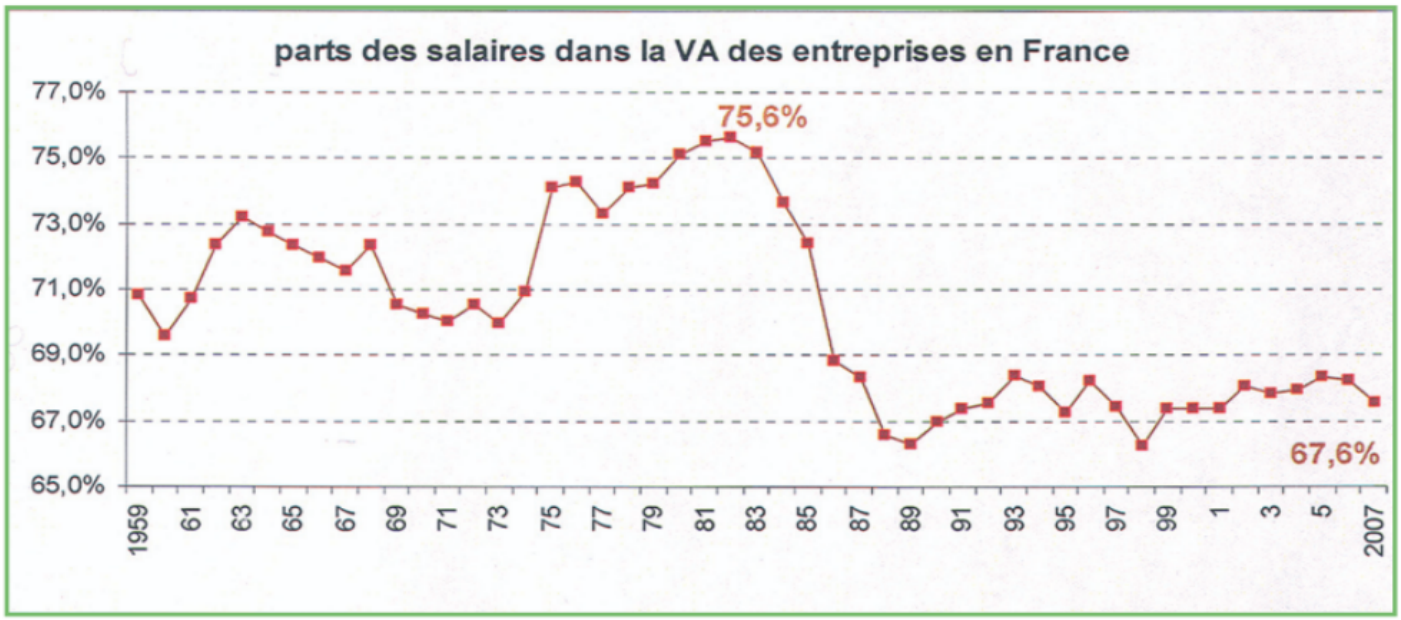
La retraite par répartition est le meilleur système !

Dans le système hérité de la Libération et du ministre communiste Ambroise Croizat, les retraites sont directement payées sur les richesses nationales produites pendant l'année, à savoir le PIB (Produit Intérieur Brut) : c'est un salaire indirect obtenu grâce aux actifs qui, eux, touchent un salaire direct. Ainsi, la retraite n'est pas la contrepartie des cotisations passées, mais la continuation du salaire financé par des cotisations actuelles. Les retraites sont donc garanties par ce système car fonction des richesses produites par le pays.

Le reste du PIB qui n'est pas affecté aux salaires, aux retraites et à la Sécurité sociale, c'est ce qu'on appelle la valeur ajoutée ou la plus-value qui est à l'origine du profit capitaliste (dividendes, intérêts...). L'enjeu pour le pouvoir actuel est donc de faire diminuer la partie qui revient aux travailleurs pour faire augmenter les profits.

Or de 1982 à 2007, la part des salaires dans les richesses produites a perdu 8 points, environ 120 à 180 Mds d'euros par an. L'enjeu essentiel de la lutte des classes se situe entre la part des salaires et celle des profits. C'est celui de la bataille pour les retraites.

Copyright © Le Vénissian



Dans le système que les capitalistes veulent nous imposer, la référence au salaire disparaîtrait pour un système de prévoyance individuelle, d'épargne obligatoire garantie par l'Etat, constituant le premier pilier. Mais comme cela serait insuffisant, le deuxième pilier serait constitué par de l'épargne financière dont on sait la volatilité. A l'opposé, la retraite par répartition, c'est un début de socialisme !

Pour renforcer la retraite, il y a des solutions !

- Abroger la loi Balladur de 1993 (passage au calcul sur les 25 meilleures années) et la loi Fillon de 2003, supprimer l'indexation des pensions sur le taux officiel d'inflation (Seguin, 1987) et les réindexer sur les salaires : ces mesures ont amené une régression considérable du montant de la pension (passage du remplacement du dernier salaire de 84% à 66% dans le privé). Elles n'ont pourtant jamais été remises en cause par le PS.
- Mener une véritable politique de l'emploi : 1 million de chômeurs en moins, c'est 5 milliards d'euros de cotisations sociales en plus.
- Augmenter les salaires, mettre fin aux exonérations de cotisations patronales, c'est apporter des milliards aux caisses de retraite.
- Débloquer le gel des cotisations retraites en augmentant les cotisations patronales (4,5 points suffisent pour équilibrer le régime jusqu'en 2020). Le système du salaire indirect fonctionne : la taxation des revenus financiers n'est pas une solution car les patrons feront toujours payer cette taxe dans les prix pour préserver leur profit !

Cela doit permettre :

- D'assurer la consolidation de la retraite à 60 ans et d'aller vers une diminution de l'âge de départ. L'espérance de vie en bonne santé est de 63,5 ans, 60 ans c'est déjà trop !
- Qu'il n'y ait pas une pension inférieure à 1500 Euros net par mois.
- De prendre en compte la pénibilité avec départ maximum à 55 ans.

Copyright © Le Vénissian

- De prendre en compte les années de chômage et d'étude.

Copyright © Le Vénissian